

LES 12 ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX

Amplifier le financement de l'adaptation et de la résilience au changement climatique

1 – FAIRE FACE AUX ÉVÈNEMENTS EXTRÊMES DANS LES ÉTATS INSULAIRES

Lancement d'un partenariat public-privé doté de 2,8Mds de dollars pour faire des Caraïbes la première « Climate Smart Zone » dans le cadre d'un plan d'investissement de 8Mds de dollars

La création de la « Caribbean climate smart coalition » est l'expression d'une nouvelle vision partagée entre les leaders de la région pour faire des Caraïbes la première « Climate Smart Zone ». La vulnérabilité de la région impose en effet de nouvelles approches en rupture avec les pratiques actuelles. Pour mettre en œuvre cette démarche sur les 5 prochaines années, 11 pays de la Caricom ont décidé de former un partenariat avec les organisations régionales et internationales, des entreprises et des fondations, afin de catalyser les investissements bas carbone dans les domaines prioritaires des réseaux énergétiques et des infrastructures. De nouveaux instruments et véhicules financiers seront déployés pour soutenir cette ambition : plus de 3Mds de dollars sont d'ores et déjà mobilisés.

Le processus de reconstruction qui se poursuit de manière exemplaire dans les Antilles (Saint-Martin) sera coordonné avec cette initiative.

Par ailleurs, dans la région Pacifique, l'AFD lance une nouvelle initiative climat biodiversité en faveur de l'adaptation au changement climatique.

2 – PROTÉGER LES TERRES ET LES RESSOURCES EN EAU FACE AUX EFFETS DU DEREGLEMENT CLIMATIQUE

300 M\$ pour activer le *Land degradation Neutrality fund* (Fonds de lutte contre la dégradation des terres et la désertification) et restaurer des terres désertées

La France, le Canada et d'autres partenaires annoncent des financements pour enclencher l'action du *Land degradation Neutrality Fund* destiné à lutter contre la dégradation des

terres. L'objectif est d'accélérer la mobilisation et les actions concrètes pour atteindre la neutralité de dégradation des terres d'ici à 2030 (cible 15.3 des Objectifs de Développement Durable). L'indice de neutralité correspond à la différence entre les terres préservées par l'action internationale et les surfaces affectées directement par le changement climatique.

Lancement du *Tropical Landscape Financing Facility* (Programme de financement des zones tropicales)

Un accord est signé entre le PNUE, BNPP, l'ICRAF et ADM Capital, ainsi que d'autres acteurs, pour lever des fonds privés en vue de financer la croissance verte et durable dans les pays en développement.

L'objectif est de mobiliser d'ici 2025 10Mds de dollars pour financer des projets ayant un impact environnemental et social significatif dans les pays les plus vulnérables.

650 M\$ de dollars pour aider le monde agricole à s'adapter au changement climatique

La Fondation Gates, la Commission européenne et d'autres pays comme la France initient un programme de financement de 650M de dollars pour accélérer le transfert de l'innovation agronomique sur le terrain, notamment pour les petits exploitants agricoles dans les pays en développement. Cette initiative part du constat que la recherche agronomique fournit d'excellent résultats mais que son transfert peut prendre parfois des dizaines d'années.

Création de la plateforme de financement de 100 projets « Eau et Climat » pour l'Afrique

L'Afrique est l'un des continents les plus vulnérables au changement climatique.

Deux banques de développement, 5 alliances représentant plus de 450 signataires issus de 94 pays, et 47 entreprises s'engagent pour créer une plateforme d'incubation de projets, avec l'objectif de faire naître 100 projets en Afrique sur les 5 prochaines années, dans les domaines de l'eau et du changement climatique. L'objectif principal de cette plateforme est de mettre efficacement en relation les bailleurs et les acteurs de terrain, avec un montant espéré de 20 millions d'euros pour initier des projets sur la période.

L'incubateur soutiendra des projets à différentes échelles, allant du bassin et des municipalités à de petits projets locaux.

La dynamique de mobilisation sera poursuivie dans le cadre du Forum mondial de l'eau (Brasilia, mars 2018) et la réunion sur l'Objectif du Développement Durable Eau (New York, juillet 2018).

3 – MOBILISER LA RECHERCHE ET LA JEUNESSE EN FAVEUR DU CLIMAT

***One Planet Laureates Program* : des bourses pour de jeunes chercheurs africains et européens**

La fondation Gates et la fondation BNP Paribas unissent leurs efforts à hauteur de 15 M\$ sur 5 ans pour financer des bourses universitaires qui permettront l'accueil de jeunes chercheurs de pays africains ou européens dans des laboratoires internationaux.

L'identification de ces chercheurs s'appuiera sur les compétences d'Agropolis Fondation.

Lancement d'un « Service Solidarité européen » pour le climat, doté de 40M€

La Commission européenne financera un programme pour encourager de jeunes volontaires européens à participer à des projets liés à l'action climatique en Europe et à l'international.

4 – MARCHÉS PUBLICS ET ACCÈS DES COLLECTIVITÉS AUX FINANCEMENTS CLIMAT

« Global Urbis » : création d'un cadre commun entre les villes pour simplifier leur accès aux financements Climat

Sous l'impulsion de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), le Global Covenant of Mayors, la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement, le programme « Global Urbis » permettra aux villes et aux régions européennes et du bassin méditerranéen d'accéder plus facilement à des fonds publics et privés pour mettre en œuvre leur plan Climat et accélérer ainsi leur transformation vers des villes durables.

Alliance mondiale des villes et des régions pour lancer des marchés publics bas carbone

Le C40, réseau des 90 métropoles, le Global Covenant of Mayors, CGLU et ICLEI, s'allient pour lancer des commandes publiques vertes (infrastructures durables, mobilité verte, logement zéro émission, efficacité énergétique, etc.), dans un cadre concerté.

Accélérer la transition vers une économie décarbonée

5 – OBJECTIF ZERO ÉMISSION

Coalition neutralité carbone : 16 pays et 32 villes s'engagent à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050

Menée par les Iles Marshall et la Nouvelle Zélande, la coalition *Towards Carbon Neutrality*, mobilise aujourd'hui 16 pays qui s'engagent à publier dès 2018 et au plus tard en 2020, une trajectoire « neutralité carbone » à l'horizon 2050. Par ailleurs 32 villes et de nombreuses entreprises ont également pris un engagement de neutralité carbone.

Lancement du *Paris Collaborative on Green Budgeting*

Dans un souci de transparence et de pilotage efficace des politiques publiques pour l'environnement, l'OCDE et un groupe de pays dont la France, la Suède, le Mexique et le Canada, piloteront une démarche de présentation des budgets pour faire apparaître clairement la dimension écologique et climatique sous toutes ses formes (dépenses publiques orientées vers la transition écologique, fiscalité propre, obligations vertes, etc.).

Création d'un Observatoire Spatial du Climat

A l'initiative du CNES, un Observatoire spatial du Climat est créé afin de mettre à disposition des Etats et de la communauté scientifique toutes les données spatiales utiles à la surveillance de l'état de santé de notre planète. Cette initiative est soutenue par la totalité des agences spatiales européennes, ainsi que par la Chine, l'Inde, la Russie, le Mexique, le Maroc, les Emirats Arabes Unis et d'autres pays. L'interopérabilité des données spatiales d'observation sera un pas en avant significatif pour l'observation du système Terre.

6 – RÉVOLUTIONS SECTORIELLES VERS UNE ÉCONOMIE DÉCARBONÉE

Coalition *Powering past coal*

Lancée par le Royaume-Uni et le Canada lors de la COP23, la coalition *Powering past coal* rassemble aujourd'hui 58 acteurs dont 26 pays, 8 gouvernements locaux et 24 entreprises dans le monde, unis pour accélérer la transition de l'énergie carbonée vers les énergies renouvelables. La coalition s'engage à accélérer l'élimination des centrales au charbon traditionnelles, de façon durable et économiquement inclusive, et à imposer un moratoire à toute nouvelle centrale au charbon traditionnelle sans dispositif de captage et de stockage du carbone. La France s'est engagée à cesser toute production d'électricité à partir du charbon d'ici à 2022.

Lancement d'un fonds de reconversion de la Commission européenne pour les régions intensives en charbon

Alliance solaire internationale

L'Alliance Solaire internationale se donne pour objectif de mobiliser 1000 milliards de dollars d'ici à 2030, auprès d'investisseurs publics et privés. Deux ans après avoir été dévoilée par l'Inde et la France lors de la COP21, l'Alliance solaire internationale (ASI) est entrée en vigueur en décembre 2017. Sur les 121 pays situés entre les tropiques du Cancer et du Capricorne qu'elle vise à regrouper, 46 ont signé l'accord-cadre, dont 19 qui l'ont déjà ratifié. Cette alliance est née d'un constat : le solaire est l'une des énergies renouvelables les plus abondantes dans des régions du monde qui ne disposent pas toujours des technologies, des financements ou de l'expertise pour l'exploiter à son maximum.

7 – DES TRANSPORTS SANS POLLUTION

8 pays et 10 partenaires s'engagent pour les transports décarbonés et les solutions de mobilité verte

Les transports représentent environ 15% des émissions anthropiques mondiales de CO₂. Face à l'urgence de s'engager pour une transformation profonde de la mobilité, huit pays dont le Portugal, les Pays-Bas, le Costa Rica et la France, avec l'appui des acteurs de la plateforme PPMC (Paris Process on Mobility and Climate), créent une alliance pour travailler ensemble à des feuilles de route de décarbonation des transports et pour accroître les investissements dans les transports propres. Des entreprises de premier plan dans le domaine de la mobilité, comme Michelin ou Alstom, adhèrent à cette alliance, de même que des villes ou régions du monde (Etat du Colorado, ville de Paris, etc.)

Engagement de 34 pays pour la réduction des émissions du transport maritime

La déclaration « Tony de Brum » reçoit un soutien de 34 pays, appelant à des avancées ambitieuses, au sein de l'Organisation Maritime Internationale, sur la régulation des émissions de CO₂ liées aux transports maritimes. Celles-ci représentent aujourd'hui 3% des émissions mondiales de CO₂ mais pourraient augmenter, en l'absence d'actions ciblées, de 250% d'ici 2050.

Partenariat de 8 régions de l'ouest Américain en faveur des véhicules électriques

Le partenariat pour le plan régional de développement des véhicules électriques dans l'Ouest Américain rassemble 8 États fédérés : Arizona, Colorado, Idaho, Montana, Nevada, Nouveau Mexique, Utah et Wyoming.

Il a pour but le partage de bonnes pratiques et le développement d'un réseau commun de stations de recharge permettant les déplacements en véhicules électriques d'un Etat à un autre.

8 – VERS UN PRIX DU CARBONE COMPATIBLE AVEC L'ACCORD DE PARIS

Engagement de plusieurs pays pour un prix du carbone européen plus significatif

Les Ministres de l'environnement et du climat de France, Allemagne, Royaume-Uni, Suède, Pays-Bas saluent le récent accord au niveau du Conseil sur la réforme du marché d'échange de permis d'émission européen, qui devrait entraîner un relèvement du prix du carbone, mais jugent néanmoins que des réformes supplémentaires seraient nécessaires au niveau européen pour inciter les investisseurs et les entreprises à développer des modèles économiques compatibles avec un scénario de limitation à 2 degrés du réchauffement climatique. En conséquence, ils s'engagent à examiner la mise en place d'un prix du carbone significatif, voire, pour certains, à le mettre en place, dans les secteurs pertinents.

Carbon pricing for the Americas

Le Mexique annonce une collaboration régionale de mise en place d'un prix du carbone dans les Amériques : Canada, Colombie, Chili, Mexique, Etats de Californie, Washington, Alberta, Colombie, Britannique, Nouvelle Ecosse, Ontario et Québec.

Le lancement de ce marché s'inscrit dans une dynamique de renforcement des instruments de tarification du carbone et d'articulation des marchés carbone régionaux.

Annnonce par la Chine de la consolidation de son marché carbone

Le lancement par la Chine d'un marché national de quotas d'émissions représente une avancée cruciale pour la tarification du carbone dans le monde. Cette annonce renforce le lancement, entre 2014 et 2017, de 7 marchés pilotes locaux en Chine.

Appel des entreprises à la fixation d'un prix du carbone

Menée par la *Carbon pricing leadership coalition*, une coalition de plus de 40 entreprises appellent à un prix du carbone aligné avec les objectifs de l'Accord de Paris, conformément aux recommandations de la commission Stern-Stiglitz.

L'ensemble de ces annonces nourriront une dynamique utile pour accompagner la réforme en cours du marché carbone européen.

Ancrer les enjeux climatiques au coeur de la finance et des décisions de ses acteurs

9 – ACTIONS DES BANQUES CENTRALES ET ENTREPRISES

Engagement de plus de 200 entreprises pour suivre les recommandations du réseau *Task Force on Climate related Financial Disclosure (TCFD)*

A la demande du Comité de Stabilité Financière et avec le soutien de la France, la Taskforce on Climate Financial Disclosure (TCFD) a travaillé entre 2015 et 2017 sur les informations qui, publiées par les acteurs économiques, permettraient une réorientation des flux financiers cohérente avec la transition bas carbone et les objectifs de l'Accord de Paris. Aujourd'hui, 3 États (France, Suède et Royaume-Uni), et plus de 200 entreprises soutiennent l'application de ces recommandations.

« Greening the Financial System » : lancement d'un réseau de finance verte par un groupe de banques centrales et d'autorités des marchés financiers

Ce nouveau réseau fédère autour de la Banque de France, de l'ACPR et de la Banque d'Angleterre, les banques centrales du Mexique, des Pays-Bas, de l'Allemagne, de Singapour et de la Chine. L'initiative doit permettre d'accélérer la prise en compte des enjeux climatiques dans la supervision financière et dans le refinancement des marchés secondaires (banques commerciales) pour promouvoir un développement ordonné de la finance verte. Les travaux débuteront dès 2018, une conférence internationale se tiendra à Amsterdam en avril 2018.

10 – MOBILISATION INTERNATIONALE DES BANQUES DE DÉVELOPPEMENT

Plus de 30 banques de développement s'engagent à aligner leurs financements avec les objectifs de l'Accord de Paris

Une déclaration est adoptée dans le cadre du One Planet Summit par les 23 banques de développement nationales et régionales, issues du réseau IDFC (Chine, Allemagne, Brésil, Suède, Canada, France, etc.) – et les banques multilatérales de développement pour augmenter les financements dédiés à la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Elles s'engagent en particulier à :

- renforcer encore l'intégration du climat dans leurs stratégies et leurs activités
- mobiliser et rediriger activement les flux financiers publics et privés au profit des transitions bas carbone et résilientes
- soutenir la mise en œuvre des contributions nationales et la préparation de trajectoires de décarbonisation de long terme des pays à l'horizon 2050
- contribuer par leurs financements à réduire significativement la dépendance aux énergies fossiles et à accélérer rapidement l'émergence d'alternatives durables.

11 – ENGAGEMENT DES FONDS SOUVERAINS

Création du groupe de travail *One Planet Sovereign Wealth Funds* : 6 des plus importants fonds souverains mondiaux créent un cadre ESG pour guider leurs décisions d'investissement

Les fonds souverains détiennent des actifs dont l'encours pourrait atteindre plus de 15 000 milliards de dollars d'ici 2020. À l'initiative du Président de la République française, la Norvège, les Emirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite, le Qatar, le Koweït et la Nouvelle-Zélande lancent une coalition inédite de grands fonds souverains en faveur de l'action climatique. Ce groupe sera rejoint par d'autres fonds souverains dans les semaines qui viennent. L'initiative sera pilotée par la France.

12 – MOBILISATION DES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS

Coalition 100+

Lancée à l'occasion du One Planet Summit, la coalition « Climate Action 100+ » rassemble 225 grands investisseurs institutionnels représentant plus de 26 300 Mds de dollars d'actifs sous gestion pour coordonner leurs actions vis-à-vis des 100 entreprises cotées les plus émettrices de gaz à effet de serre. Cette effort collectif permettra d'inciter ces entreprises à mettre en œuvre les recommandations de TCFD et de présenter une stratégie de réduction de leurs émissions conformes aux objectifs fixés par l'Accord de Paris.

Breakthrough Energy Coalition : investir dans les technologies de rupture

Le monde a besoin d'augmenter considérablement la vitesse et le volume des nouvelles technologies commercialisables. Au One Planet Summit, la Breakthrough Energy Coalition a annoncé l'extension de son groupe de 27 investisseurs, incluant désormais un large réseau de banques, fonds, producteurs d'énergie et entreprises de haute technologie, engagés à mettre sur le marché des technologies zéro carbone. Dans son ensemble, le réseau représente des milliards de dollars de capitaux qui permettront d'approfondir la coopération avec les gouvernements pour accélérer la commercialisation des résultats de la recherche académique. La coalition a annoncé un programme de partenariat pilote avec 5 Etats membres de la mission innovation, le Royaume-Uni, la France, le Mexique, Canada et la Commission Européenne. Par ailleurs le fonds Breakthrough Energy Ventures, constitué par la BEC à hauteur de 1Md USD, a annoncé ses premiers secteurs d'investissement: le stockage énergétique, les Mini-Grids, les carburants liquide, les matériaux de construction et la géothermie.

Coalition des philanthropes et fondations pour les financements climat et adaptation

A l'occasion du One Planet Summit, une quinzaine de philanthropes lancent une task-force de mobilisation de la philanthropie pour contribuer à mettre en œuvre l'Accord de Paris en partenariat avec les banques de développement et les investisseurs privés. Elle vise la mobilisation de plus de moyens pour financer des projets climat, et à mettre en place de nouveaux mécanismes financiers pour catalyser plus d'investissements.



Organisé à l'initiative de la France, avec les Nations unies et la Banque mondiale, le One Planet Summit vise à célébrer les deux ans de l'Accord de Paris en accélérant sa mise en œuvre.

Ce sommet international, dédié à la mobilisation autour d'engagements et de projets concrets, donne l'occasion à la France d'initier de nouvelles actions.

4000 acteurs engagés dans la lutte contre le changement climatique présents au One Planet Summit : une cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement, des représentants d'institutions internationales, de collectivités locales, du secteur privé, de la société civile et des médias.

Amplifier le financement de l'adaptation au changement climatique et la résilience

La France marque sa solidarité envers les pays les plus vulnérables et ceux qui s'engagent vers la neutralité carbone.

1,5 MD€/an en 2020

C'est le nouvel objectif français en matière de financements pour l'adaptation au dérèglement climatique dans les pays en développement.

1 – Faire face aux événements extrêmes dans les Etats insulaires

- Un engagement à la **reconstruction exemplaire des Antilles françaises** après le passage des ouragans José et Irma.
- **Une initiative climat/biodiversité pour le Pacifique**, portée par l'AFD et mobilisant également la Commission européenne et d'autres bailleurs, afin de financer l'adaptation au changement climatique dans les petits pays insulaires de cette région.

2 – Protéger les terres et les ressources en eau face aux effets du dérèglement climatique

- **Un investissement de 30 M€** au fonds *Land Degradation Neutrality* pour lutter contre la dégradation des terres, grâce à un modèle financier innovant associant le secteur privé.
- Un soutien à l'**incubateur eau et climat**, porté par les partenaires de quatre alliances sur l'eau pour initier 100 projets pour l'Afrique au cours des 5 prochaines années.
- **Une mobilisation de 650 M\$ pour l'adaptation de l'agriculture au changement climatique** : la Commission européenne, s'engage à mobiliser 270M€ destiné à accélérer le transfert des résultats de la recherche agronomique pour le développement. La France accompagnera cet engagement en apportant une contribution financière aux côtés des autres Etats membres et engagera les compétences et l'expertise de sa communauté scientifique. La fondation Bill & Melinda Gates accompagne cet engagement par l'annonce de la mobilisation d'un fonds d'au moins 300 M\$ poursuivant les mêmes objectifs.

3 – Mobiliser la recherche et la jeunesse en faveur du climat

- **Présentation des lauréats de l'initiative « Make Our Planet Great Again »** : parmi les près de 2000 chercheurs ayant répondu à l'appel lancé par le Président en juin dernier, 18 premiers lauréats, de très haut niveau, ont été sélectionnés par un jury international. Ils aideront à mieux comprendre l'impact du changement climatique sur les ouragans et sur la pollution ou encore à améliorer les modèles climatiques existants.
- Création d'un **Observatoire spatial du climat**, à l'initiative du Centre national d'études spatiales (CNES), lieu de mise à disposition de toutes les données utiles à la surveillance de l'état de santé de notre planète.
- Soutien au projet **Polar Pod, porté par le Dr Jean-Louis Etienne** : la France soutient la construction d'une plateforme océanographique habitée destinée à l'étude du courant circumpolaire antarctique, l'un des deux moteurs de la circulation océanique mondiale, ce qui en fait un élément essentiel de l'équilibre du climat de la Terre.

1 M€ par an

C'est le montant de la contribution supplémentaire de la France au budget de fonctionnement du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), jusqu'en 2022. Cela représente, selon les années, jusqu'à 15 % du budget.

Accélérer la transition vers une économie décarbonée

4 – Objectif zéro émission

- Engagement de la France à atteindre la neutralité carbone en 2050. Elle participe par ailleurs à la **Coalition des pays, villes et acteurs privés s'engageant vers la neutralité carbone**.
- Participation de la France à l'initiative « **Paris Collaborative on Green Budgeting** » de l'OCDE afin de contribuer à l'élaboration de méthodologies pour élaborer des « budgets verts » et des indicateurs de performance.
- **Création de deux nouvelles facilités par l'Agence Française de Développement (AFD)** pour aider des pays partenaires à mettre en place une trajectoire de développement résiliente et bas carbone à l'horizon 2050, ainsi qu'à établir des plans de financement pour mettre en œuvre les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris. Les premiers pays à en bénéficier seront le Niger, les Comores et la Tunisie.

5 – Sortir des énergies du passé et accélérer le développement des énergies renouvelables

- Annonce du doublement du volume **des appels d'offres solaires, en le portant à 2,45 GW par an**, afin d'accélérer le développement du photovoltaïque et d'atteindre les objectifs ambitieux de la programmation pluriannuelle de l'énergie.
- Participation à la Coalition d'entreprises, d'organisations et de gouvernements **pour la sortie du charbon** (*Powering past coal*). La France s'est par ailleurs engagée à **arrêter la production d'électricité à partir de charbon d'ici la fin du quinquennat**.
- Vote de la loi « hydrocarbures » avant la fin de l'année, qui **interdit tout nouveau permis d'exploration et de recherche d'hydrocarbure et planifie la fin de la production d'ici 2040**.
- **Augmentation du recours aux garanties publiques** afin de développer les énergies renouvelables dans les pays en développement.

6 – Des transports sans pollution

- Engagement dans l'Alliance pour la décarbonisation des transports, qui fédère les pays, les collectivités et les entreprises visant une transformation profonde et multiforme de la mobilité.
- Adoption, dans le plan climat, de l'objectif de **mettre fin d'ici 2040 à la vente de voitures contribuant à l'effet de serre.**
- Mobilisation du grand plan d'investissement pour **accélérer le déploiement des véhicules électriques et préparer la prochaine étape de l'hydrogène.**
- **Soutien à un objectif ambitieux de baisse des émissions jusqu'à - 40% en 2030 par rapport à 2020**, dans la négociation européenne sur la révision des standards d'émissions pour les véhicules neufs après 2020.

7 – Vers un prix du carbone compatible avec l'Accord de Paris

- Adoption d'une **trajectoire ambitieuse d'augmentation du prix du carbone** applicable à la consommation d'énergie fossile : **44€/tonne en 2018, 65€/tonne en 2020.**
- Engagement, aux côtés de l'Allemagne, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède, à **étudier l'augmentation du prix du carbone européen** dans certains secteurs.

Ancrer les enjeux climatiques au cœur de la finance et des décisions de ses acteurs

En plaçant cet enjeu au cœur du sommet, la France veut mettre la finance au service de la décarbonation de l'économie et de sa résilience aux impacts du changement climatique.

8 – Coalition d'entreprises et autorités de marché en faveur d'une meilleure prise en compte des risques climatiques

- Participation à une nouvelle coalition de pays et entreprises engagés sur la **transparence et le reporting climat.** La France a été le premier pays à exiger la transparence des acteurs financiers sur les risques associés au changement climatique (article 173 de la loi de transition énergétique).

9 – Banques publiques de développement s’engagent à aligner leurs financements avec l’Accord de Paris

- **Signature par l’Agence Française de Développement d’une déclaration conjointe des banques nationales, régionales et multilatérales de développement** pour acter leur soutien plein et entier à la mise en œuvre de l’Accord de Paris.

10 – Mobilisation des investisseurs pour le climat

- Signature d’une **charte** par toutes les institutions financières publiques françaises (Caisse des Dépôts, Bpifrance, Agence française de développement, Fonds de réserve pour les retraites et l’Etablissement de retraite additionnelle de la Fonction publique), mais aussi l’État actionnaire, **qui s’engagent à assurer la cohérence de leurs activités avec les objectifs de l’Accord de Paris.**

- **Promotion des produits d’épargne verte et responsable auprès des épargnants français** : une offre d’investissement dans un produit d’épargne labellisé attestant d’une démarche d’investissement réellement exigeante sera proposée pour toute nouvelle souscription d’un contrat d’assurance-vie en unités de compte ; par ailleurs, le Livret de Développement Durable et Solidaire (LDDS) sera réformé pour assurer une plus grande transparence sur les projets financés et faciliter son appropriation par les citoyens titulaires des livrets.

- Mise en place d’un conseil d’évaluation des **obligations vertes françaises** afin de contrôler le *reporting* sur les impacts environnementaux des dépenses éligibles. La France est aussi le premier émetteur souverain à adhérer à l’initiative *Green Bonds Principles*, destinée à définir un standard international en matière d’émissions d’obligations vertes.

- Participation au lancement du **réseau finance verte** des banques centrales et superviseurs, à l’initiative de la Banque de France afin d’approfondir la coopération en matière de gestion de l’impact des risques climatiques et de promouvoir un développement ordonné de la finance verte.

ONE PLANET SUMMIT

Service de presse
secretariat.presse@elysee.fr
01 42 92 84 12
elysee.fr